

Le Liban
du citoyen

Al Mouaten

Numéro 35

octobre - novembre 1997

30 FF

La montée des périls

par Georges Corm

Le Liban est entré dans des eaux dangereuses, comme en témoignent les tensions persistantes sur le marché des changes, ainsi que la perpétuation de la crise économique, phénomènes liés aux inquiétudes politiques locales et régionales. La question de l'échéance présidentielle pèse de tout son poids sur la conjoncture et les différends entre les trois présidents, ne sont pas dus exclusivement à leurs sautes d'humeur.

La paix plus que jamais bloquée avec Israël, la conjoncture économique morose en Syrie aussi, la perte de crédibilité du « haririsme », comme remède miracle aux problèmes du Liban, le gouffre grandissant des finances publiques et l'augmentation extravagante de la dette sont autant de facteurs inquiétants. De plus, sur le plan régional, il apparaît que les plans américains pour la région sont en train de perdre toute crédibilité. L'hégémonie régionale américaine, sous couvert de paix avec Israël et de cordon sanitaire visant à isoler l'Irak et l'Irak du reste de la région, est contestée, même par les gouvernements arabes les plus proches de Washington. L'échec de la III^e Conférence économique régionale de Doha et le refus clairement exprimé de tous les régimes arabes de voir les Etats-Unis employer la force contre l'Irak dans la dernière crise relative à la composition de la Commission spéciale de l'Onu sur le désarmement (Uscom) sont des signes additionnels de l'échec de la politique américaine. L'attaque spectaculaire et sanglante de touristes à Louxor en Egypte par le groupe islamiste de la Jama'a affirme encore plus la fragilité des régimes trop proches des Etats-Unis et qui ont normalisé leurs relations avec Israël.

Le « haririsme » a été un produit de la première heure de la réorganisation du Moyen-Orient sous l'égide américaine; il a été accepté par la Syrie, non sans hésitations, délais et arrière-pensées. Chaque écart du Premier ministre, en matière de politique extérieure, a été sanctionné d'une façon ou d'une

autre par le protecteur syrien; la récente visite à Téhéran de M. Hariri témoigne bien du changement régional où la Syrie s'est rapprochée de l'Irak et entraîne le Liban « son protégé » dans un rapprochement avec l'Iran. Dans ce nouveau bras de fer feutré avec les Etats-Unis, l'échéance présidentielle ne peut que servir de baromètre aux nouvelles tensions régionales qui se dessinent.

Les Libanais, qui comptent dans le petit monde politique de Beyrouth, sont, malheureusement, comme à l'accoutumée, sans opinion véritable sur le destin de leurs pays; suivant leurs intérêts étroits, leurs contacts et amitiés avec les chancelleries et leur puissant voisin, ils penchent pour telle ou telle politique, mais ne s'aventurent surtout pas à développer une doctrine libanaise en matière de politique extérieure et d'ordre régional.

Trop souvent, en dehors du cancan et de la rumeur, les sujets de prédilection des conversations sont l'ouverture des nouveaux et luxueux restaurants ou des centres commerciaux, les scandales de la corruption, les sempiternelles histoires communautaires, la hausse des taux d'intérêt, le montant des livres libanaises converties en dollars sur le marché des changes, les cours de bourse, la cherté de vie.

Comment le Liban s'en sortira-t-il face à la montée des périls, aussi bien politiques que financiers et économiques, cela est une autre affaire. Damas, Washington, Paris et Téhéran, la Banque mondiale et le FMI ont assez de diplomates et d'experts en poste à Beyrouth qui géreront la crise future en l'absence de volonté politique libanaise. Une République sans valeurs républicaines et citoyennes ne peut que déléguer ce genre de réflexions à d'autres. Tant que l'élite politique se refusera à penser en termes de citoyenneté et de valeurs ou à imaginer un seul instant un Liban différent de ce qu'en font les rivalités des puissances régionales et internationales depuis deux cents ans, cette volonté d'existence, d'indépendance et de souveraineté ne pourra se concrétiser. ●

Le civisme est le maître mot de la démocratie

Jean-Jacques Rousseau

Une alternative à la lecture culturaliste

Revenons sur le livre de Mahdi Amil, *l'Etat confessionnel - le cas libanais*, déjà présenté dans *AL Mouaten* (n°34) pour mieux comprendre son analyse du confessionnalisme.

Un débat important de notre modernité concerne les moyens de résoudre les problèmes que poseraient la coexistence des "communautés", quelles que soient les façons de définir ce terme. Pour ce qui est des communautés confessionnelles, l'expérience libanaise est riche en enseignements. Pour certains, la guerre civile aurait des causes internes, comme l'impossibilité supposée des sociétés multiconfessionnelles à atteindre le modèle laïque dont l'Occident serait le parangon. Pour d'autres, le processus de liquidation des formes politiques héritées de l'empire Ottoman aurait été empêché par une cause principalement externe : le contexte géopolitique très particulier constitué par les conflits israélo-palestiniens et israélo-arabes. Le livre de Mahdi Amil a le mérite de proposer une alternative aux explications par trop culturalistes qui enferment le Liban dans l'immobilité supposée d'un Orient imaginaire ; de même, Amil se démarque résolument des interprétations faisant la part trop belle à certaines déterminations géopolitiques auxquelles on attribue la capacité de manipuler un corps social considéré comme essentiellement passif.

Mahdi Amil, de son vrai nom Hassan Hamdan, théoricien du parti communiste libanais assassiné en 1987 (par des extrémistes issus de sa communauté d'origine, précise G. Labica dans l'introduction à l'ouvrage), tente ici de penser la question du confessionnalisme

dans une démarche inspirée par Louis Althusser. La langue de l'auteur semble donc bien empreinte de l'esprit d'une autre époque ; nombre de certitudes de l'auteur sur l'aspect crucial de la "lutte des classes" dans la dynamique de la guerre civile contribuent aussi à vieillir cet ouvrage. Le malaise qu'on peut ressentir augmente à la mesure des répétitions, lesquelles sont dues à la structure même du texte en forme de dialogue avec des auteurs.

Equilibre confessionnel nécessairement hégémonique

Toutefois, il serait dommage que le lecteur n'ait pas la volonté de décortiquer une pensée qui associe la rigueur avec une intuition majeure ; loin d'être l'expression transhistorique d'une essence, la confession est un rapport politique qui subordonne les classes dominées "à leurs représentants confessionnels au sein de la bourgeoisie (...) elles sont privées, dès lors, d'une existence politique indépendante" [p. 37]. La logique du confessionnalisme comme système ne doit donc pas être comprise à la lumière d'une généalogie des formes sociales, laquelle mettrait en évidence, par exemple, le rôle des millets ottomans ; au contraire, cette logique doit être comprise dans le contexte des métamorphoses du "mode de production capitaliste" dominant et de ses avatars de la "périphérie". Toutefois, ce dernier point n'est pas vraiment abordé dans l'ouvrage

qui se donne pour objet essentiel la signification présente du confessionnalisme. Celui-ci aurait engendré un état de crise structurelle, source d'"une guerre civile permanente", rendant violente la transition vers la modernité, comprise comme "état bourgeois cohérent". Amil précise à cet égard, dans un passage d'une force rare [pp. 180-181] que le confessionnalisme "menace les libertés religieuses, en confirmant le caractère politique des communautés confessionnelles".

En premier lieu, Amil montre que l'équilibre confessionnel est nécessairement hégémonique [p. 46] en conséquence du résultat inévitable de la compétition entre les confessions, qui est organisée à l'intérieur de ce type État. Ainsi, parce que "cet état confessionnel est l'obstacle à l'unification de la société" [p. 131], ce serait une erreur de penser qu'un confessionnalisme réformé permettrait d'engendrer des formes plus modernes de pratiques démocratiques qui, à long terme, en viendraient même à dissoudre les confessions. En second lieu, Amil polémique avec ceux qui, dans le cadre du marxisme, défendent de façon inconséquente le "pluralisme libanais" [p. 260] qui serait un antidote au racisme, alors que le fruit du confessionnalisme a été, selon Amil, l'entreprise phalangiste de créations de cantons confessionnellement "purs". Il rejette également ceux des "marxistes" libanais qui assimilent les communautés à des classes et qui rendent les maronites responsables du

confessionalisme [p. 196 et p. 214] ; une telle critique, adressée aux prétendus marxistes libanais qui dérivent en fait vers des positions confessionnelles [p. 216], est d'autant bien venue que ce genre d'approximation n'est pas l'apanage des "marxistes". En effet, de telles propositions résultent de l'absence d'une conceptualisation sérieuse de la confession, comme rapport politique, et de l'oubli de la spécificité du concept marxien de classes, lequel est essentiellement économique. "L'analyse de classe n'a pas de préférence pour une confession", insiste Amil ; le chiite, par exemple, peut donc, selon cette analyse, être révolutionnaire parce que "luttant contre Israël" et "réactionnaire", s'"il adopte une position réactionnaire" [p.264].

Précisément, l'assassinat de Amil résulte de cette position de raison que cet intellectuel a défendue. Trop conscient de la perversité du confessionnalisme, il n'attribuait pas de vertu particulière à la

communauté comme essence, laissant ce genre de rêverie à certains orientalistes. Toutefois, les infortunes de la guerre civile sont aussi dues aux errements de l'"analyse matérialiste" telle que certains, comme le secrétaire général du parti communiste libanais, l'ont pratiquée. G. Corm [1989, pp 326-7] a ainsi proposé d'expliquer l'emprise croissante des phalangistes sur les chrétiens par l'irresponsabilité de dirigeants "progressistes" responsables du massacre de Damour, etc. : n'oublions d'ailleurs pas qu'au début de la guerre les phalangistes étaient minoritaires chez les chrétiens. Bien sûr, Amil n'aurait pas apprécié cette remarque qui va, néanmoins, dans un sens qu'il n'aurait pas désavoué : rendre compte des événements par la compréhension de la logique des rapports de force, loin de toute référence à la permanence du "religieux" qui instituerait mystérieusement et à jamais les règles politiques.

D'ailleurs, la période qui va de 1988 à la fin de la guerre en 1990, illustre la thèse selon laquelle le jeu politique libanais n'est pas voué éternellement au confessionnalisme. La période où Aoun est au pouvoir correspond à une déconfessionalisation du conflit, selon Henry Laurens [1991, p. 371] ; malheureusement, le contexte politique qui émerge de la Guerre du Golfe a oeuvré de façon décisive dans le sens d'une reconfectionnalisation totale d'un système politique libanais qui, à l'heure qu'il est, on ne s'en étonnera pas, est fragile [Maila, 1995, p. 21]. ●

Bibliographie

- Corm G., [1991] L'Europe et l'Orient, La découverte, Paris 1989.
- Laurens H., [1991] Le Grand Jeu - Orient arabe et rivalité internationale, Paris, Armand Colin.
- Maila J., [1995] La République de Taëf ou l'esprit des institutions, pp. 9-20, Centre d'action et d'information sur le Liban éd. Actes du colloque organisé par le centre d'action et d'information sur le Liban et le Centre d'étude et de recherches internationales.